



DISPARITION DE JEROME LARONZE COMMUNIQUE ZONE VERTE

Les membres solidaires du GIE Zone Verte adressent à la famille de Jérôme Laronze l'expression de leur profonde tristesse et de leurs sincères condoléances.

Paysan, éleveur de bovins charolais en Saône et Loire, Jérôme Laronze est mort victime de violences policières, hélas de plus en plus courantes.

Comme bien d'autres de ses collègues, Jérôme Laronze vivait de plus en plus difficilement les conditions de l'élevage actuel aggravées d'exigences administratives exponentielles.

Ce n'était pas un criminel. Une évidence qui ne l'a pas protégé des fins tireurs de la force publique.

Jérôme Laronze est mort victime de l'acharnement imbécile et méprisant d'un système administratif de « gestion sanitaire répressive » complètement déshumanisé et du zèle de ses agents. De ceux qui considèrent que le respect d'une réglementation tatillonne et l'humiliation des contrôlés sont plus importants que toute prise en charge de relations humaines empathiques.

A quand la réalité des promesses de contrôles respectueux à visée éducative donnant le temps aux éleveurs de mettre progressivement en place les exigences administratives sans être considérés dès le départ comme des coupables « par nature » tout juste bons à réprimer ? A quand des contrôleurs qui ne se prennent plus pour des « shérifs du sanitaire » ?

Jérôme Laronze est mort, traqué pour quel crime ?

Au départ, un défaut d'immatriculation de ses bovins : crime inexpiable pour ceux qui ont mission de faire croire à la « prétendue » traçabilité de l'identification des animaux. Tous les professionnels savent à quelle porte la traçabilité s'évapore pour le bien du commerce et du profit.

La mort d'un homme est inacceptable.

Il ne suffit plus qu'un éleveur se suicide tous les deux jours.

Le désespoir des éleveurs, leur appel à l'aide face à un métier dévasté par la concurrence féroce, les ukases du commerce international et le délire bureaucratique autant paperassier qu'informatique dépassent les limites du supportable.

Or, le désastre de l'agriculture et de l'élevage industriel exige et exigera de plus en plus la soumission à une débauche toujours croissante de contraintes (tels les contrôles multiples, les abattages dits « sanitaires » ...) et de réglementations de plus en plus complexes appliquées au seul profit des exportateurs et des « qualifications » permettant les échanges commerciaux dans le cadre de l'OMC. Ces contraintes, ces contrôles, appliqués bien entendu en priorité aux petits producteurs et aux paysans sans protection syndicale (majoritaire) ou politique, ont pour objectifs primordial de les faire disparaître.

On peut consommer, chaque année, en agriculture intensive, 100.000 tonnes de pesticides et de perturbateurs endocriniens pour empoisonner la plupart des aliments, nos espaces d'existence et nos rivières, et ceci pour des dizaines d'années voire plus. Mais un jour de retard pour boucler un veau ou un agneau, cela seul est totalement intolérable ! Surtout avec des boucles fabriquées par un monopole privé garanti par l'Etat.

Cette évolution prévisible et qui ne peut que s'aggraver nous appelle tous à la responsabilité et à la solidarité. Car la criminalisation de principe de tous les actes de résistance par les autorités pâmées dans l'Etat d'Urgence permanent est un danger mortel pour la démocratie et pour le sauvetage de ce qui reste d'agriculture écologique respectueuse de la nature et de l'humanité.

Dans cette résistance nécessaire, au milieu de tous les citoyens conscients, nous sommes décidés, modestement mais fermement, à tenir notre place.

Les membres solidaires
du GIE ZONE VERTE

Arbois, 8 juin 2017